



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Transport ferroviaire

Le Conseil des ministres Transports de décembre 1999 a enfin adopté le paquet ferroviaire. Pour la directive 91/440, le Conseil a décidé d'accroître la transparence dans l'utilisation des fonds en dissociant non seulement les comptes de profits et pertes des gestionnaires des infrastructures de ceux des exploitants du service, mais aussi les bilans. Il y aura également séparation comptable entre le transport de passagers et le fret.

Le texte de cette directive définit un réseau transeuropéen de fret ferroviaire (RTEFF) qui englobe toutes les lignes de fret appropriées ainsi que l'accès aux principaux terminaux et ports. Le projet de directive 95/18 introduit un système de licences unique pour tout le réseau européen, à partir du moment où une licence est accordée par un Etat membre à une entreprise ferroviaire. "Le risque que les licences deviennent un obstacle à l'entrée sur le marché disparaît" note le Conseil dans ses conclusions. La directive 95/19 définit plus précisément les droits des entreprises ferroviaires et du gestionnaire de l'infrastructure; elle prévoit une procédure pour résoudre les conflits entre les demandes de capacité notamment en cas de pénurie; que l'organisme chargé de la répartition des capacités ne peut être lui-même fournisseur de services de transport; un droit de recours.

La résorption des "goulots d'étranglement" sera engagée, 200 millions d'euros seront consacrés en 2000 à cette question à partir d'un recensement par les Etats membres de ces goulots. Un projet de directive sera présenté par la Commission sur les normes et contrôles en matière de sécurité ferroviaire. La Commission s'est également engagée à présenter, avant fin 2000, une proposition de directive sur l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel.

Sans aller jusqu'à la libéralisation du transport de fret, l'accessibilité du réseau est assurée pour toute entreprise ferroviaire; il y a donc bien ouverture du réseau. Par ailleurs, la création des RTEFF, l'amélioration de l'interopérabilité devraient améliorer le trafic. On peut également y voir, sur certains axes particulièrement encombrés, sur lesquels la route est saturée, un début de service d'intérêt général de chemin de fer dans le fret. L'avenir dira si les problèmes de sécurité et sociaux dans les transports ainsi que les problèmes d'environnement seront suffisamment prégnants pour y aboutir.

Charte des droits fondamentaux et traité

Le Celsig organise le jeudi 2 mars 2000 au Parlement européen à Bruxelles un séminaire européen pour confronter et faire converger les propositions des acteurs et réseaux européens pour franchir une nouvelle étape dans la reconnaissance des Services d'intérêt général dans la Charte des droits fondamentaux et le traité de l'Union européenne. Programme et inscriptions à demander au Celsig. Ci-dessous le projet soumis à discussion.

Projet de propositions du CELSIG en vue de la Charte des droits fondamentaux et de la Conférence intergouvernementale

Les services d'intérêt général constituent un élément important des valeurs communes de l'Union. Ainsi que le note la Commission dans sa communication de septembre 1996: "*Les sociétés européennes sont attachées aux services d'intérêt général qu'elles ont mis en place. Ces services répondent en*

Railways Transport

The Transport Ministers' Council of December 1999, finally adopted the railways package. Concerning the directive 91/440, the Council decided to strengthen transparency in the use of funds, by dissociating not only profits and losses accounts of the infrastructures management from those of the users, but also the respective performance reports. There will also be accounts separation between the passengers transportation and freight.

The text of the directive defines a Trans-European Railways Freight Network (RTEFF), which includes all appropriate freight rail lines as well as accesses to principal ports and terminals. The project of the directive 95/18 introduces a unique system of licensing covering the whole European network, valid for any licence issued to an enterprise by any member state. In its conclusions the Council notes that "the risk of having licences as an obstacle to entering the market, thus disappears". The directive 95/19 defines more precisely the rights of rail transport companies and of the infrastructures management authority: it provides for a procedure to resolve conflicts between demand and service capacity, especially during periods of short supply; that the organisation responsible for the distribution of capacities shouldn't equally be the supplier of transport services; the right for appeal.

The resorption of "bottlenecks" shall be engaged, 200 million euros will be dedicated in 2000, to this question, according to the inventory of these bottlenecks by the member states. A project for a directive concerning the norms and controls in railways security will be presented by the Commission. The Commission has also promised to present, before the end of the year 2000, a proposition for a directive on the interoperability of the conventional Trans-European railways system.

Without talking of liberalisation in freight transportation, the accessibility to the rail network is assured to any rail transport enterprise; representing a real opening of the network. Further, the creation of RTEFF, the interoperability improvement, should increase traffic. On certain particularly dense axes along which roads are saturated, this could constitute a beginning of the general interest service of railways in freight transportation. The future will tell whether social and security problems in transports, on one hand, and on the other, environmental problems will have sufficiently accumulated to ensure success.

Fundamental Rights Charter and Treaty

On Thursday, 2nd March 2000, at European Parliament in Brussels, Celsig organises a European seminar intended to confront and bring together propositions from different actors and European networks, in order to attain a farther step in the recognition of Services of General Interest in the Charter of Fundamental Rights and the Treaty of the European Union. Registration and the agenda can be obtained on demand from the Celsig. Hereunder is the project submitted for discussion.

Draft of CELSIG Propositions in view of the Charter of Fundamental Rights and the Intergovernmental Conference

Services of general interest constitute a significant element of the Union's common values. This opinion has been underlined by the Commission itself in its communication of September 1996: "*European societies are committed to the general interest services they have created which meet basic needs.*

effet à des besoins fondamentaux. La fonction de ciment de la société que ces services assument dépasse le seul niveau des préoccupations matérielles. Elle comporte une dimension symbolique : les services d'intérêt général offrent des repères à la collectivité et sont constitutifs du lien d'appartenance des citoyens à celle-ci. Ils constituent ainsi un élément de l'identité culturelle pour tous les pays européens, jusque dans les gestes de la vie quotidienne".

Nous pouvons ajouter aujourd'hui qu'ils constituent également, du fait de la construction du marché unique sur tout le territoire européen et de la mise en place de la monnaie unique, un élément de cohésion économique dans l'Union européenne. Par ailleurs, le traité d'Amsterdam (article 16) est venu reconnaître leur rôle dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union. Les services d'intérêt général sont de plus un élément essentiel de la garantie pour tous de la mise en œuvre des droits fondamentaux de la personne. Ces orientations devraient être consolidées lors de l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à l'occasion de la Conférence intergouvernementale. C'est pourquoi le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général propose :

1/Charte des droits fondamentaux

Les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'Homme fondent la civilisation européenne. La Charte des droits fondamentaux doit permettre leur exercice par les citoyens et résidents européens. Le fonctionnement de la démocratie européenne en dépend.

La Charte des droits fondamentaux doit garantir l'intégrité, la liberté, l'égalité, la dignité, le bien-être et le développement de la personne. Les Services d'intérêt général sont un élément pour garantir l'exercice de ces droits fondamentaux d'accéder à des biens et services essentiels tels que nourriture, sécurité, emploi, logement, culture, éducation et instruction, soins de santé, transports, énergie, information et communications (poste, télécommunications, Internet, médias), accès aux services bancaires et financiers, protection des consommateurs.

La Charte des droits fondamentaux doit être intégrée au traité de l'Union européenne, afin d'avoir une portée juridique contraignante.

2/Conférence intergouvernementale

Sur ces bases, l'article 16 (ex-article 7 D) du traité devrait être complété :

" a) Les services d'intérêt général sont des composantes des valeurs communes de l'Union; ils participent à la garantie d'exercice des droits fondamentaux de la personne tels que définis par le présent traité ; ils contribuent à la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

" b) Sans préjudice des articles 73, 86 et 87, la Communauté et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application du présent traité, garantissent que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions. Ces dispositions sont mises en œuvre dans le plein respect entre autres des principes d'égalité de traitement, de qualité, de continuité de ces services, ainsi que des principes de transparence et d'évaluation quant à leur définition, leur mise en œuvre et leur fonctionnement".

3/Charte des Services d'intérêt général

Une Charte des Services d'intérêt général au niveau communautaire devrait être élaborée avec l'ensemble des acteurs concernés (institutions, élus, entreprises, personnels et syndicats, organisations de consommateurs, ONG civiques, etc.). Cette Charte devrait permettre de prendre en compte le principe de subsidiarité et comporter en particulier :

- la création d'instances d'évaluation démocratique à chaque échelon territorial pertinent (local, national, européen) ;
- la mise en place de réglementations à ces divers échelons ;
- l'examen de la création dans certains secteurs d'intérêt européen de services d'intérêt général au plan communautaire.

Par ailleurs, le CELSIG propose qu'une Directive-cadre, démocratiquement élaborée, permette de donner une cohérence d'intérêt général aux directives sectorielles et de fournir une base juridique à ces propositions.

These services play an important role as social cement over and above simple practical considerations. They also have a symbolic value, reflecting a sense of community that people can identify with. They form part of the cultural identity of everyday life in all European countries."

Today, thanks to the establishment of the common market over the whole European territory and the introduction of the common currency, we may add that these services, equally constitute a factor of economic cohesion in the European Union. Further, the Treaty of Amsterdam (article 16) recognises their role in the strengthening of social and territorial cohesion. The services of general interest play, in addition, an essential role in the guarantee to all, of the application of individual's fundamental rights. These orientations should be consolidated during the elaboration of the Charter of fundamental rights in the European Union and during the Intergovernmental Conference. That is why the European Liaison Committee on Services of General Interest proposes the following:

1/ Charter of fundamental rights

Democratic values and the respect of Human Rights are the basis of the European civilisation. The Charter of fundamental rights must allow the exercise of these values by all European citizens and residents. The proper functioning of the European democracy depends on this aspect.

The Charter of fundamental rights must guarantee the integrity, the freedom, the equality, the dignity, the well being and personal advancement of the person. Services of general interest are a factor that guarantees the exercise of these fundamental rights, of having access to goods and essential services such as food, security, employment, housing, culture, education and training, health treatment, transport, energy, information and communication (postal services, telecommunications, Internet, media), access to financial and bank services, consumer protection.

The Charter of fundamental rights should be integrated into the treaty of the European Union, in order to have constraining legal significance.

2/ Intergovernmental Conference

On these bases, the article 16 (formerly article 7D) of the Treaty should be supplemented:

"a) Services of general interest are components of the common values of the Union; they participate in ensuring the exercise of the fundamental rights of the individual as defined in the present Treaty; they contribute to the promotion of social and territorial cohesion in the Union.

"b) Without prejudice to articles 73, 86 and 87, the Community and its Member States, each within their respective powers and within the sphere of implementation of the present Treaty, guarantee that such services operate on the basis of principles and conditions which enable them to fulfil their missions. Such measures are established in full respect of, *inter alia*, the principles of equality of treatment, quality, continuity of these services, as well as of the principles of transparency and evaluation concerning their definition, their application and their operation".

3/ Charter of the services of general interest

A Charter of the services of general interest at the Community level should be elaborated with all stakeholders (institutions, elected representatives, enterprises, employees and unionists, consumer organisations, civic NGOs, etc). Such a Charter should permit the taking into account of the principle of subsidiarity and it should in particular include:

- the creation of democratic evaluation bodies at each relevant level (local, national, European);
- the establishment of regulations at the respective levels;
- the consideration of the creation of services of general interest at the Community level, in certain sectors of European interest.

Further, CELSIG suggests that an encompassing directive, democratically elaborated, provides the possibility for the general interest coherence to the sector related directives and for the provision of a legal basis to these propositions.